



Porter à connaissance pour modification du plan d'exploitation et prolongation d'activité de la carrière du 'SOUILLOT'

Carrière de Chapelle d'Huin et Sombacour

Lieu dit «Sur l'Arthe» - Route de Pointvillers - 25440 PESSANS
☎ 03 81 40 03 12 📠 03 81 51 69 16 ✉ rmg@rogermartinsa.com
SIRET 307 401 059 00091

SAS au CAPITAL de 300 000 € - CODE APE 0811Z - RCS BESANÇON 307 401 059 - TVA Intracommunautaire FR 36 307 401 059

www.rogermartinsa.com

1	Lettre de demande	4
2	Identification du déclarant	5
3	Préambule	6
4	Présentation de la carrière	8
4.1	Localisation géographique	8
4.2	Situation cadastrale	9
4.3	Historique réglementaire	10
4.4	Autorisation actuelle d'exploiter la carrière	10
4.5	Description de l'activité de la carrière	12
4.5.1	Décapage des matériaux superficiels	12
4.5.2	Extraction du gisement	12
4.5.3	Traitement des matériaux	13
4.5.4	Utilisation des matériaux	13
4.5.5	Remise en état du site	14
4.6	Etat d'avancement (fin 2022)	14
4.7	Garanties financières actuelles	15
5	Description des modifications sollicitées	15
5.1	Position de la petite zone de creusement de 15m	15
5.2	La durée d'autorisation	17
5.3	Le nouveau calcul des garanties financières	20
6	Présentation des analyses, mesures et contrôles effectués	21
6.1	Eaux, prélèvements, rejets et stockage de liquides polluants	21
6.2	Paysage	21
6.3	Contrôles sonores	22
6.4	Mesures d'empoussièrement	23
6.4.1	Rappel : aspect législatif	23
6.4.2	Résultats	23
6.5	Mesures vibrations	25
7	Bilan des impacts potentiels, mesures et contrôles	25
7.1	Synthèse des impacts potentiels de la demande	25
7.2	Incidences sur l'environnement	28
7.2.1	Impact sur le trafic	28
7.2.2	Impact sur la remise en état	28
7.2.3	Impact sur le niveau sonore	29
8	Compatibilité avec les plans, programmes et périmètres de protection	30
8.1	Risques naturels et technologiques	30

8.2	Occupation du Sol.....	30
8.3	Milieu Naturel.....	30
8.4	SDC.....	30
8.5	SDAGE.....	31
9	Conformité du dossier au Code de l'Environnement.....	31
10	Conclusion	38

Table des figures

Figure 1	: Plan de localisation de la carrière à l'échelle régionale.....	8
Figure 2	: Plan de localisation de la carrière à l'échelle locale	9
Figure 3	: Photographie de la bascule et du bureau d'accueil de la carrière de Chapelle d'Huin	11
Figure 4	: Photographie d'une installation de traitement mobile sur la carrière.....	13
Figure 5	Plan schématique de la carrière actuelle à fin 2022	14
Figure 6	Plan schématique d'extraction prévu à l'AP de 2008.....	16
Figure 7	Modification sollicitée du plan schématique d'exploitation	16
Figure 8	Evolutions théorique et réelle des volumes de matériaux extraits au sein de la carrière de 2008 à 2022	18
Figure 9	Plan schématique d'extraction correspondant au gisement exploitable restant.....	19
Figure 10	Carte de localisation des points de mesures du niveau sonore réalisés en 2013	22
Figure 11	Cartes de localisation des points de mesures des retombées de poussières par jauges réalisées entre 2019 et 2022	24
Figure 12	Mesures de vibrations sur la carrière 2019-2020-2021-2022.....	25
Figure 13	: Plan de réaménagement prévu à l'AP de 2008.....	29

Table des tableaux

Tableau 1	: Parcellaire de la carrière.....	9
Tableau 2	: Synthèse des arrêtés préfectoraux régissant la carrière	10
Tableau 3	Synthèse des données de l'AP du 21 Mai 2008 régissant l'exploitation du site	11
Tableau 4	: Synthèse des volumes extraits entre 2008 et 2022.....	17
Tableau 5	: Synthèse des résultats de mesures d'empoussièrement par jauges	23
Tableau 6	: Synthèse des modifications des caractéristiques du projet	27
Tableau 7	: Synthèse des différentes thématiques environnementales pouvant être impactées, par la mise à jour du plan d'exploitation et la prolongation d'activité, ainsi que les mesures proposées.....	28

Annexes

Annexe 1 : K-bis RMG

Annexe 2 : Plan de situation de la carrière

Annexe 3 : Contrat de maîtrise foncière

Annexe 4 : Arrêtés préfectoraux régissant l'autorisation de la carrière

Annexe 5 : Plan d'exploitation à jour

Annexe 6 : Garanties financières

Annexe 7 : Mesure de bruit

Annexe 8 : Mesure d'empoussièrement

1 Lettre de demande

Préfecture du Doubs

Monsieur le Préfet

8 bis rue Charles Nodier

25 035 BESANCON CEDEX

Objet : Porter à connaissance pour demande de régularisation du plan d'exploitation sur la carrière de **Chapelle d'huin (25)**

Monsieur le Préfet,

Je soussigné, Monsieur Romain THEVENARD, agissant en qualité de Directeur de la SAS RMG, dont le siège est situé Route de Pointvillers, Lieu-dit Sur l'Arthe à Pessans (25440), ai l'honneur de vous adresser un porter à connaissance relatif à la carrière de roche massive située sur la commune de Chapelle d'Huin et Sombacour. Cette carrière, autorisée par l'arrêté préfectoral n°2008210502178 du 21 mai 2008, complété par l'arrêté préfectoral n°25-2022-03-28-00002 du 28/03/2022, est exploitée sur les communes de Chapelle d'huin et Sombacour dans le département du Doubs.

Conformément aux articles R181-46-II et R181-49 du Code de l'Environnement, le porter à connaissance comprend :

- Renseignements administratif et l'objet de la demande,
- Situation géographique et parcellaire,
- Bilan d'exploitation et état actuel du site,
- Description des modifications et justification de la demande,
- Bilan des impacts potentiels liés à la demande.

Espérant que vous voudrez bien réserver une suite favorable à notre demande et restant à votre entière disposition pour tous renseignements complémentaires, veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

M. THEVENARD Romain,

À Pessans,

Le 01/05/2023

2 Identification du déclarant

Un extrait KBis de la société est disponible en **Annexe n°1**.



<u>Raison sociale :</u>	S.A.S Roger Martin Granulats
<u>Statut social :</u>	Société par Actions Simplifiée au capital social de 300 000€
<u>Siège social :</u>	RMG Route de Pointvillers Lieu-dit « Sur l'Arthe » 25440 Pessans
<u>Site concerné par le dossier :</u>	Carrière de Chapelle d'huin
<u>Registre du commerce :</u>	307 401 059 R.C.S Besançon
<u>SIRET :</u>	307 401 059 00091
<u>Code APE :</u>	0811Z
<u>Représenté par :</u>	Monsieur Romain THEVENARD , de nationalité française, agissant en qualité de Directeur de la SAS RMG Port : 06 12 45 83 98 Mail : romain.thevenard@rogermartin.fr
<u>Suivi du dossier par :</u>	Monsieur Alexandre JARDIN , Responsable Foncier / Environnement Port : 06 71 18 51 10 Mail : alexandre.jardin@rogermartin.fr

3 Préambule

La société RMG a été autorisée à exploiter une carrière de roche massive sur le territoire des communes de Chapelle d'Huin et de Sombacour (25). Cette carrière, dite « Carrière du Souillot », est autorisée depuis le 21 mai 2008 pour 15 ans, sur une surface 13 ha 68 a 99 ca, pour un extraction annuelle moyenne de 120 000 tonnes et maximale de 150 000 tonnes, un arrêté complémentaire n°25-2022-03-28-00002 a été délivré par le préfet le 28 mars 2022. Cet arrêté complémentaire proroge l'autorisation de la carrière de 2,5 ans. Les matériaux extraits, après traitement, sont évacués par voie routière pour l'alimentation de chantiers locaux.

L'autorisation prévoit une exploitation à la côte minimale de 830 NGF, ainsi qu'une sur profondeur de 15m à la côte minimale de 815 NGF en zone Nord-Ouest. Bien que peu précisément définie dans l'arrêté préfectoral, la surface considérée par la sur profondeur est estimée à environ 8500m².

Pour des raisons techniques d'exploitation et de gestion du site dans sa globalité, l'exploitant a réalisé une sur profondeur de 10m moyen sur une surface de 5400m² environ dans une encablure en limite d'exploitation Est-Sud-Est.

Par suites de l'inspection des services de la DREAL du 7 avril 2022, demande a été faite à l'exploitant de régulariser la situation.

Ainsi, RMG demande la modification de son autorisation, afin de mettre à jour son plan d'extraction, et ainsi régulariser la zone extraite en lieu est place de celle prévue dans le plan annexé à l'AP de 2008.

Pour des raisons techniques et économiques, la société RMG n'a pas exploité le gisement au rythme initialement prévu de 120 000 tonnes moyen par an et ne pourra terminer l'exploitation du site à la date d'échéance fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation (21 mai 2023) prorogé de 30 mois jusqu'à novembre 2025.

La poursuite de l'exploitation est souhaitée par l'exploitant avec l'accord de la commune, un dossier de renouvellement du site en approfondissant la carrière sur le même périmètre est engagé. Au vu des délais nécessaire à l'élaboration du dossier de demande d'autorisation environnementale et d'instruction par les services concernés, la fin d'autorisation d'extraction actuelle fixée en décembre 2024 ne permettra pas d'assurer une continuité économique à RMG.

Ainsi, RMG demande une prolongation de la durée de son autorisation de 2008 pour 5 années supplémentaire afin de permettre la poursuite de l'exploitation du gisement et du réaménagement du site, et d'assurer un maintien des autorisations administratives pendant l'élaboration d'une demande de renouvellement de l'exploitation de la carrière.

Ces demandes de modification de la zone d'extraction et de prolongation de l'autorisation d'exploiter s'inscrivent dans le respect des limites actuelles fixées par les autorisations en vigueur, rythme d'exploitation, superficie d'exploitation équivalente, volume total exploité sur toute la durée de l'autorisation inchangé,

Les effets sur l'environnement liés à la modification de la zone d'extraction et à la prolongation de l'exploitation ont été étudiées. Les suivis environnementaux seront poursuivis.

Ce porter à connaissance est réalisé conformément à la législation en vigueur, notamment aux articles R181-46 et R181-45 du Code de l'Environnement.

Plus précisément, le site est situé en bordure de la RD72 au Nord-Est du village de Chapelle d'Huin, non loin du hameau « Le Souillot ». La carrière est également limitrophe, au Sud-Ouest, de la commune de Sombacour (Figure 2).



Figure 2 : Plan de localisation de la carrière à l'échelle locale

L'accès au site se fait successivement par la Route Départementale 72, l'axe reliant Levier (puis Salins les Bains) à Pontarlier, puis la Route Départementale 48, entre les communes de Chapelle d'Huin et de Sombacour.

Un plan de situation du projet est disponible en **Annexe 2**.

4.2 Situation cadastrale

L'emprise d'autorisation telle qu'elle est autorisée dans l'arrêté préfectoral n° 2008 2105 02178 du 21 mai 2008 concerne l'intégralité ou une partie des parcelles comme indiqué dans le tableau suivant :

Commune	Lieu-dit	Section	Numéro	Surface
Chapelle d'Huin	Malfuchaux	A	290	0ha 36a 78ca
Chapelle d'Huin	Malfuchaux	A	291	5ha 92a 74ca
Chapelle d'Huin	Malfuchaux	A	277	4ha 22a 57ca
Sombacour	Au Planet	C	1068	1ha 35a 20ca
Sombacour	Au Planet	C	1069	0ha 58a 30ca
Sombacour	Pré Faisan	C	1070	1ha 23a 40ca

Tableau 1 : Parcellaire de la carrière

Ces parcelles sont la propriété soit de la commune de Chapelle d'Huin, soit de propriétaire privé.

Le pétitionnaire dispose de la maîtrise foncière des parcelles par l'intermédiaire de contrats de fortage passés avec la commune de Chapelle d'Huin et les propriétaires privés. Les contrats de fortages sont disponibles en **Annexe n°3** du présent document. Le contrat de fortage avec la commune de Chapelle d'Huin a été prolongé jusqu'en 2028.

4.3 Historique réglementaire

La carrière de Chapelle d'Huin est concernée par les actes administratifs suivants (du plus ancien au plus récent) :

Date	Référence	Exploitant	Caractéristiques	Etat
23/05/1991	1685	SA CUENOT Roger & Fils	Autorisation d'exploiter, pour une durée de 20 ans, une carrière de roche massive sur la commune de Chapelle d'Huin	Abrogé
12/05/1999	2161	S.A.S Roger CUENOT	Modification des garanties financières et la remis en état de la carrière	Abrogé
21/05/2008	2008 2105 02178	SAS Roger CUENOT	Autorisation d'exploiter, pour une durée de 15 ans, une carrière de roche massive sur les communes de Chapelle d'Huin et Sombacour sur une surface de 13ha68a99ca	En cours
28/03/2022	25-2022-03-28-00002	RMG	Arrêté portant prescriptions complémentaires relative à la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière de CHAPELLE D'HUIN et SOMBACOUR.	En cours

Tableau 2 : Synthèse des arrêtés préfectoraux régissant la carrière

*En gras, les arrêtés préfectoraux sur lesquels s'appuie la demande de modification des zones d'exploitation. Les actes administratifs sont disponibles en **Annexe n°4**.*

4.4 Autorisation actuelle d'exploiter la carrière

L'arrêté Préfectoral n°2008 2105 02178 du 21 mai 2008, autorise, pour une durée de 15 ans, la S.A.S Roger Cuenot à exploiter une carrière à ciel ouvert de roche calcaire sur le territoire des communes de Chapelle d'Huin et de Sombacour aux lieux-dits « Les Malfuchaux », « Pré Faisan » et « Au Planet » ainsi qu'une installation de traitement de la roche extraite de cette carrière.

L'arrêté complémentaire n°25-2022-03-28-00002 du 28 mars 2022 prolonge la durée d'autorisation de 2,5 ans soit jusqu'au 21 novembre 2025.

Le rythme de production autorisé est de 120 000 t/an en moyenne avec un maximum à 150 000 t/an, sur une surface de 13 ha 68 a 99 ca.

<i>Nature de l'autorisation</i>	<i>Exploitation d'une carrière à ciel ouvert</i>
<i>Rubrique de la nomenclature ICPE</i>	<i>2510-1 : exploitation de carrière – Autorisation</i>
	<i>2515-1 : broyage, concassage, criblage de pierres et cailloux, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW (environ 300 kW) - Autorisation</i>
<i>Date d'autorisation</i>	<i>21 mai 2008 + APC du 28 mars 2022</i>
<i>Durée</i>	<i>17,5 ans</i>
<i>Localisation du site</i>	<i>Lieux-dits « Les Malfuchaux », « Pré Faisan » et « Au Planet »</i>
<i>Type de matériaux</i>	<i>Roche massive</i>
<i>Superficie</i>	<i>13 ha 68 a 99 ca</i>
<i>Tonnage commercialisable</i>	<i>1 800 000 tonnes</i>
<i>Côte finale du carreau</i>	<i>830 m NGF et 815 m NGF pour une petite partie située au Nord-Ouest</i>
<i>Production annuelle de granulats</i>	<i>120 000 t/an en moyenne avec un maximum à 150 000 t/an</i>
<i>Horaires de travail</i>	<i>7h00 à 12h00 et 13h30-17h00 du lundi au vendredi. Il n'y a pas d'activité les samedis, dimanches et jours fériés</i>

Tableau 3 Synthèse des données de l'AP du 21 Mai 2008 régissant l'exploitation du site

L'exploitation de la carrière entaille le flanc Sud d'un relief partiellement boisé qui culmine à une altitude de 855 m. L'entrée, positionnée au Sud de la carrière, se situe à l'altitude 840 m. Le bureau d'accueil ainsi que la bascule se trouvent sur le carreau final à environ 300 m après l'entrée de la carrière.



Figure 3 : Photographie de la bascule et du bureau d'accueil de la carrière de Chapelle d'Huin

La majeure partie de la partie Sud du site a été remblayée en vue de la remise en état du site. Les parties centrale et Nord-Ouest du site servent à stocker les différents matériaux avant leur évacuation par camions vers leurs lieux d'utilisation. Les parties Est et Nord-Est sont déjà décapées ou en cours de décapage.

Le site est ceinturé d'une clôture parfois doublée d'un merlon périphérique souvent colonisé par une dense végétation arbustive et l'entrée est équipée d'un dispositif condamnable (portail). Une distance réglementaire de 10 m est respectée entre le périmètre d'autorisation et les zones excavées. Des pancartes de signalisation du danger de l'exploitation et des tirs de mine sont apposées tout le long des limites du site, notamment à hauteur des zones plus sensibles.

4.5 Description de l'activité de la carrière

L'exploitation se déroule en 5 étapes :

- ✓ Décapage des matériaux superficiels,
- ✓ Extraction du gisement,
- ✓ Traitement des matériaux,
- ✓ Evacuation des matériaux extraits,
- ✓ Remise en état du site

4.5.1 Décapage des matériaux superficiels

La découverte est constituée de terre végétale mélangée à de la roche calcaire altérée (plaquettes).

Une partie est valorisée dans la remise en état progressive du site, l'autre est stockée localement sur le site, notamment au niveau des merlons périphériques.

4.5.2 Extraction du gisement

L'exploitation de la carrière est menée selon 3 gradins d'exploitation n'excédant pas 15 m de hauteur, deux fois 15 m de hauteur en partie inférieure et de 0 à 10 m en partie supérieure en fonction du terrain naturel, séparés par des banquettes intermédiaires de 10 m de large minimum.

L'extraction de la roche massive s'effectue par abattage à l'explosif suivant des tranches parallèles aux fronts de taille. La méthode utilisée est celle des mines profondes avec « amorçage fond de trou ».

Le nombre de tirs de mine réalisés au cours d'une année d'exploitation varie selon les besoins de l'exploitant de la carrière, donc de la demande des marchés, dans la limite actuelle de 150 000 tonnes d'extraction.

La côte de l'altitude minimale du carreau inférieure en cours d'exploitation ne se situe pas au-dessous de 830 mètres NGF et pour une partie à la côte 820 m conformément à l'article 19.2 de l'arrêté préfectoral d'exploitation. **La position géographique de cet approfondissement fait l'objet du porter à connaissance.**

4.5.3 Traitement des matériaux

Les matériaux abattus par minage sont traités dans une installation de traitement mobile qui fonctionne par campagne pendant les heures d'ouverture du site.

Il s'agit d'une installation de traitement mobile composée d'un concasseur à percussion et d'un crible (Figure 4), mais adaptable au besoin selon les matériaux à fabriquer et la disponibilité du matériel disponibles au sein de RMG.



Figure 4 : Photographie d'une installation de traitement mobile sur la carrière

4.5.4 Utilisation des matériaux

Les granulats produits sont transportés par camions vers les chantiers où ils sont mis en œuvre. Le transport est réalisé par la RD 48 côté Sombacour et par la RD 72 qui relie Levier (puis Salins les Bains) à Pontarlier. Le trafic poids lourd est fixé journalièrement à 60 rotations (aller et retour) au maximum d'après l'arrêté préfectoral du 21 mai 2008.

Actuellement, avec 120 000 t/an de matériaux produit, le trafic associé est de 20 rotations de camions par jour en moyenne (avec une activité annuelle sur 220 jours et des camions contenant 30 tonnes).

La carrière accueille environ 10 000 m³ de matériaux inertes par an en moyenne pour la remise en état du site, soit 3 rotations de camions par jour de déchets inertes (avec une activité annuelle sur 220 jours, une densité des déchets inertes de 1,8 et des camions contenant 30 tonnes). Notons qu'une partie de ces apports sont réalisés en contre-voyage.

Au total, le trafic actuel lié à l'activité du site est de 23 rotations de camion par jour ce qui est en dessous du seuil de 60 rotations, fixé par l'AP du 21 Mai 2008.

4.5.5 Remise en état du site

La remise en état du site s'effectue au fur et à mesure de l'avancement des fronts d'exploitation par remblaiement conformément au plan de réaménagement final. De plus, les 12 derniers mois de la durée d'autorisation sont exclusivement réservés à l'achèvement de la remise en état du site.

La remise en état consiste principalement en la mise en sécurité du site et de son intégration paysagère. Elle comporte :

- ✓ La mise en sécurité des fronts de taille avec purge de ceux-ci,
- ✓ Le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- ✓ L'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage compte tenu de la vocation ultérieure du site.

4.6 Etat d'avancement (fin 2022)

A la fin de l'année 2022, l'exploitation se situe dans la fin de la phase n°2 et au début de la phase 3 du plan de phasage de l'annexe de l'AP de mai 2008

Ci-dessous, un plan schématique de la carrière, à fin 2022 :

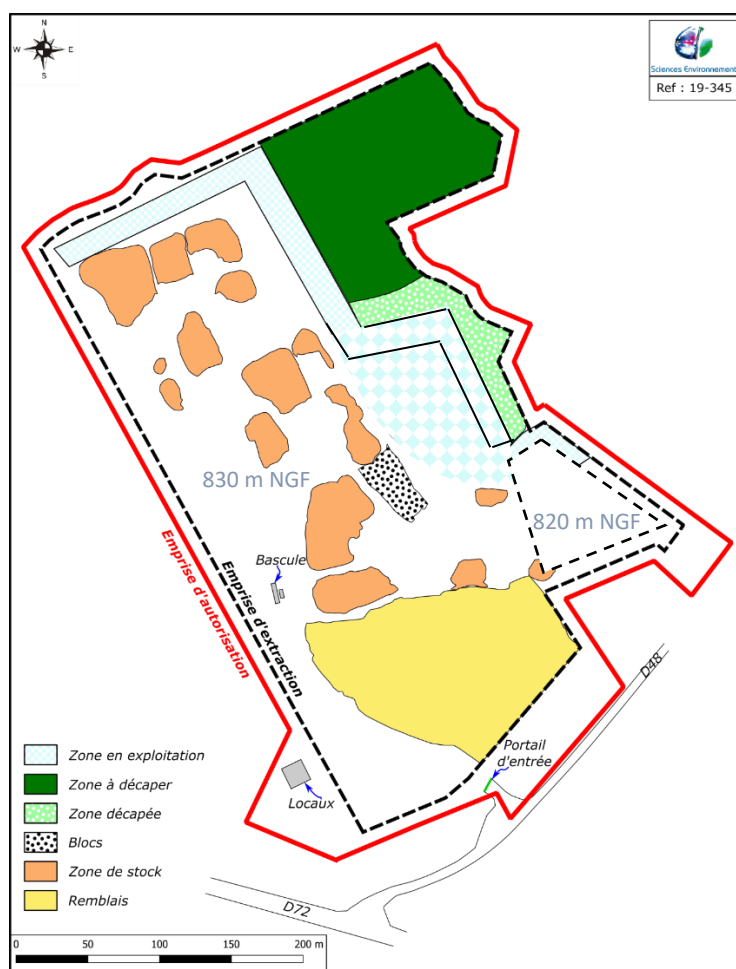


Figure 5 Plan schématique de la carrière actuelle à fin 2022

Le plan d'exploitation à fin 2022 est disponible en **Annexe n°5** du présent document.

4.7 Garanties financières actuelles

Les garanties financières de l'arrêté préfectoral actuel du 21 mai 2008, article 14.1, sont les suivantes :

- Phase 1 (durée 5 ans : 2008 – 2013) : 140 262 € TTC
- Phase 2 (durée 5 ans : 2013- 2018) : 136 336 € TTC
- Phase 3 (durée 5 ans : 2018 – 2025) : 132 480 € TTC

L'actuel de cautionnement des garanties financières est fourni en **Annexe n°6**.

5 Description des modifications sollicitées

Ce porter à connaissance de modification de la zone d'extraction et de prolongation d'activité, concerne les articles 7 (durée de l'autorisation), 14.1 (montant des garanties financières), 17.1 (plan de phasage), 17.3 (nombre de phase), 17.4 (tableau des données par phases) ainsi que les articles 19.2 et 19.3 (épaisseur d'extraction et géométrie des fronts) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mai 2008.

5.1 Position de la petite zone de creusement de 15m

Comme l'a constaté l'inspection des installations classées lors de sa visite d'avril 2022, le creusement prévu aux articles 19.2 et 19.3 de l'AP de 2008 ne se situe pas dans la zone nord-ouest de l'emprise de la carrière.

En effet pour des raisons techniques, et au vu de l'imprécision du plan, la position du creusement de cette zone nous a semblé plus pertinente dans la zone Est. L'approfondissement dans la zone des stocks présente un important risque en ce qui concerne la circulation des engins et des camions ainsi qu'une perte importante de place de stockage.

Les conditions météorologiques du haut Doubs nous contraignent à arrêter le traitement de la roche pendant une partie de la période hivernale. Cependant certains clients industriels continuent de charger à ces périodes. C'est pourquoi nous avons besoin d'une surface importante de stockage pour répondre à ces marchés hivernaux.

De plus, la zone creusée se situant dans un angle du site, elle ne gêne pas le reste de l'activité d'extraction, de production et de chargement. Cet endroit se situe à proximité de la zone qui accueille les remblais, ce qui limite la circulation sur le site et facilitera les opérations à réaliser dans le cadre du réaménagement environnemental de cette zone du site.

Elle est enfin située en limite extrême de la zone d'exploitation autorisée, et présente ainsi de facto un risque réduit vis-à-vis de la circulation des engins et poids lourds. En effet, les flux de circulation dans le site sont principalement concentrés sur un axe Nord-Sud, et donc à l'écart de la zone en sur profondeur.

En termes de volume d'extraction, la zone approfondie à la côte 820 m NGF représente un volume extrait à ce jour de **53 833** m³, alors que le creusement autorisé dans l'AP était de **127 000** m³. Cette sur profondeur sera donc ramenée à la cote 815 comme prévu dans l'AP de 2008, et sera étendu de manière à atteindre le volume initialement autorisé.

Vous trouverez en Annexe 9 l'avis des propriétaires de la zone concernées par la modification de la position de l'approfondissement.

Ci-après, un schéma de la modification sollicitée concernant la position de la zone de creusement des articles 19.2 et 19.3.

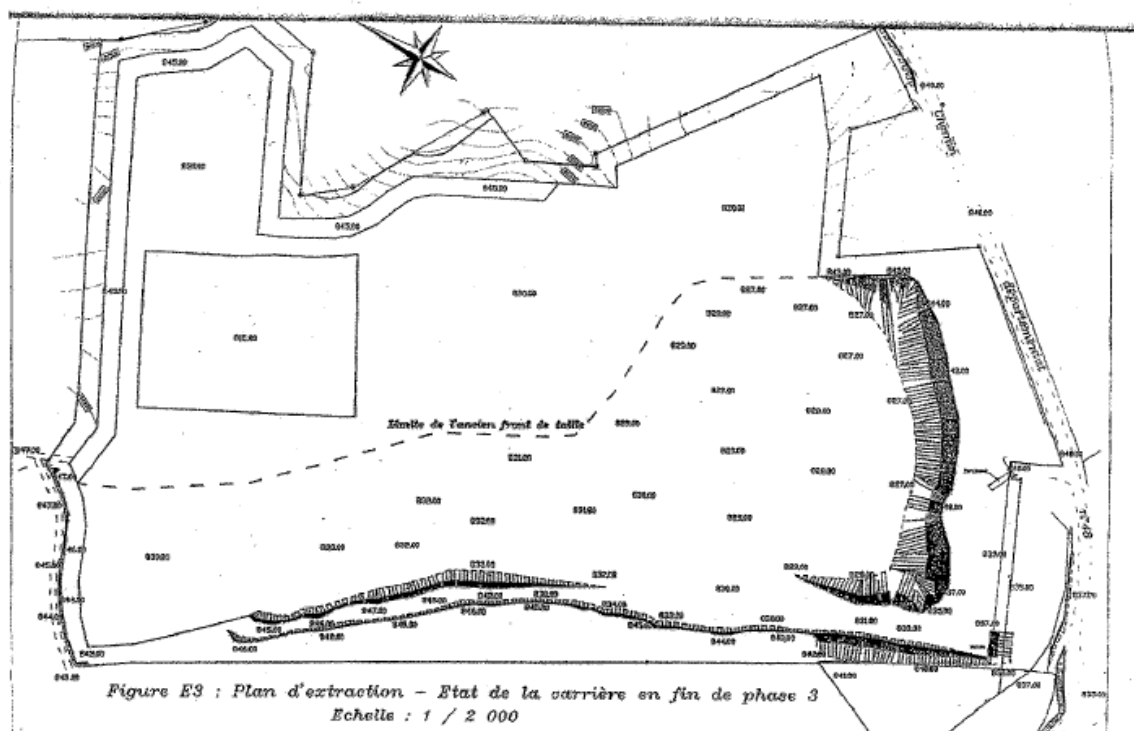


Figure 6 Plan schématique d'extraction prévu à l'AP de 2008

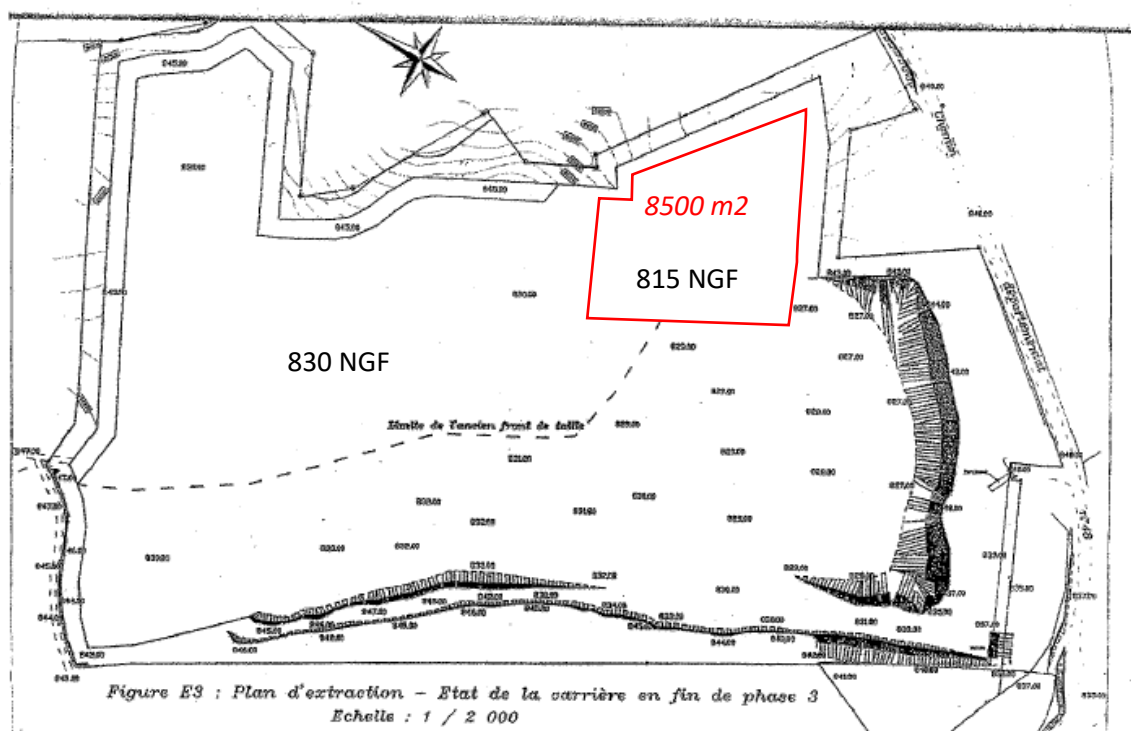


Figure 7 Modification sollicitée du plan schématique d'exploitation

5.2 La durée d'autorisation

Avant 2014, la carrière de Chapelle d'Huin était exploitée de manière ponctuelle par la société SA Cuenot & fils afin de répondre aux besoins ponctuels de l'agence de Levier (Figure 8). En effet, l'exploitation était faite en fonction des besoins des chantiers de terrassement, réseaux ou voiries à proximité de la carrière.

En 2014, la S.A.S Roger Cuenot est intégrée au sein de la SAS ROGER MARTIN. La même année, il y a eu la création de la filiale destinée à la gestion des carrières, la production et vente de granulats, nommée Roger Martin Granulats. La société RMG assure désormais des débouchés continus aux matériaux produits par la carrière de Chapelle d'Huin ainsi que pour les 9 autres carrières de son périmètre (Bourgogne-Franche-Comté et Auvergne-Rhône-Alpes).

En effet, RMG fournit des matériaux à l'ensemble des acteurs de la filière du BTP, à la fois aux diverses entités du groupe Roger Martin (Roger Cuenot, SNCTP, Henri Martin, Agence Grands Travaux, ...) présentes sur le secteur mais également à d'autres entreprises locales de terrassement et/ou travaux publics.

RMG assure désormais des débouchés continus aux matériaux produits par la carrière de Chapelle d'Huin (Figure 8) et la production est en augmentation depuis 2016.

Les volumes extraits de 2008 à 2022 sont présentés dans le tableau 4, ci-dessous. Le bilan des 15 premières années d'exploitation est de 571 395m³ extrait soit environ 1 100 000 tonnes de matériaux commercialisables. Or ce tonnage devait normalement être de 1 800 000 tonnes de matériaux commercialisables en 2022.

Année	Volume extrait (m ³)
2008	28 646
2009	20 024
2010	24 456
2011	35 903
2012	17 790
2013	24 998
2014	9 217
2015	24 508
2016	23 748
2017	47 734
2018	63 929
2019	59 729
2020	51 460
2021	78 300
2022	60 953
Total	571 395

Tableau 4 : Synthèse des volumes extraits entre 2008 et 2022

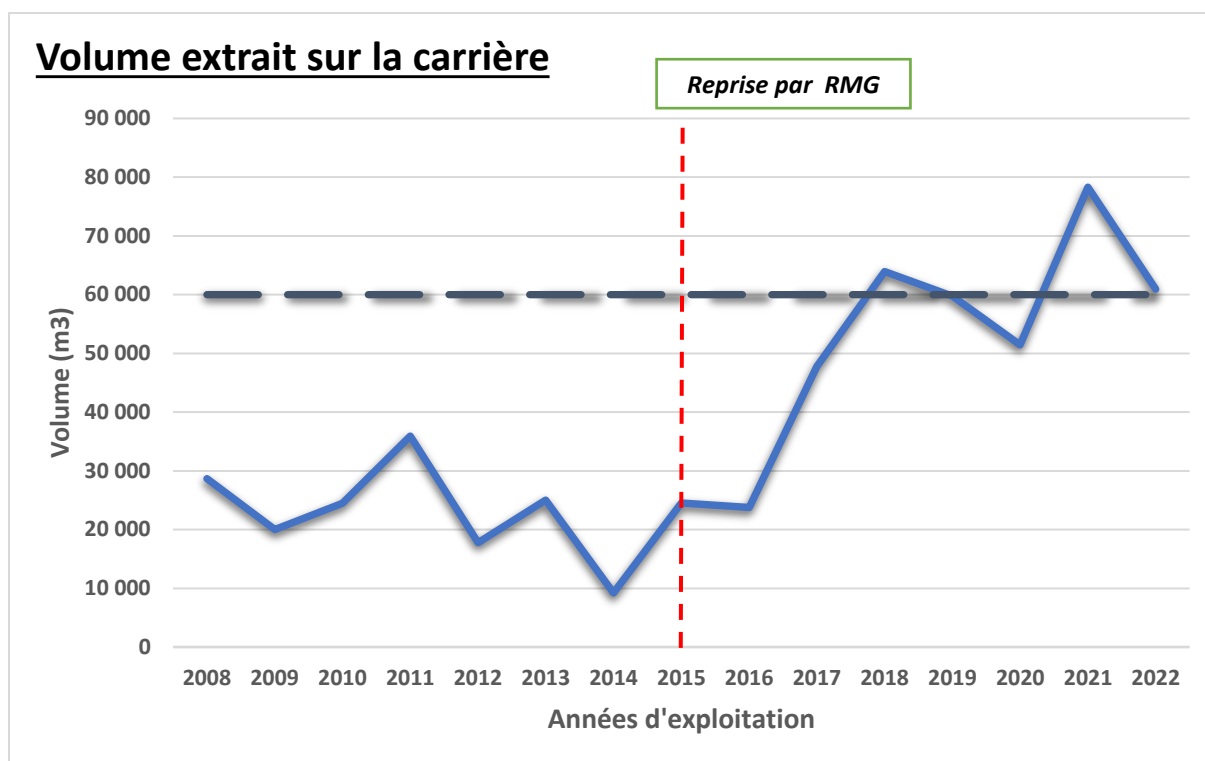


Figure 8 Evolutions théorique et réelle des volumes de matériaux extraits au sein de la carrière de 2008 à 2022

Il reste environ 530 000 m³ de matériaux extractibles à la Société RMG à valoriser avant la fin de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2008 et de l'APC de 2022.

La demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière s'inscrit donc dans le souhait de consommer le gisement déjà autorisé, par l'arrête préfectoral du 21 mai 2008 afin de répondre aux besoins en matériaux de la profession.

→ Un projet de demande d'approfondissement de la carrière sur le même périmètre est à l'étude pour poursuivre l'exploitation du site. L'objet de ce porter à connaissance est aussi d'assurer une continuité économique dans le cas où la période d'étude d'impact et d'instruction du dossier de renouvellement dépasserait la date de fin d'extraction qui est fixé au 21 novembre 2024 dans l'APC de 2022.

Il s'agira donc de poursuivre l'exploitation du périmètre de la phase 3 du plan de phasage jusqu'à mai 2028.

Nous sollicitons la création d'une phase quinquennale n°4 s'étalant de mai 2023 à mai 2028, constitué de 4 années d'extraction et d'une année de remise en état.

Périodes	Superficie	Volume m ³	Tonnage
4 ^{ème} période (5ans)	4 ha	265 000 m ³	480 000 t

A savoir que la nouvelle demande de prolongation n'impactera pas la surface d'exploitation autorisée ni le volume total de gisement autorisé par l'autorisation préfectorale du 21 mai 2008. A noter que le volume annuel autorisé restera également identique.

Cette demande de prolongation s'inscrit également dans le but de pérenniser le service rendu aux entreprises BTP locales à proximité de la carrière, comme l'indique la figure 6, le volume extrait au sein de la carrière est stabilisé autour des 60 000 m³ par an depuis 2016. La carrière de Chapelle d'Huin s'inscrit donc dans la pérennité, exploite réellement le gisement autorisé annuellement.

Suite au rapport de l'inspecteur de l'environnement du 01 juin 2022 et aux divers courriers échangés avec l'inspection des installations classées en 2022, et malgré un dépassement exceptionnel du tonnage annuel déclaré en 2021, conformément aux éléments transmis à l'administration, la phase quinquennale 2018- 2022 a suivi le tonnage moyen autorisé, soit environ 120 000T.

Conformément aux informations fournies précédemment, la nouvelle durée d'autorisation doit couvrir encore 5 années d'exploitation (4 années d'extraction et 1 an de finalisation de la remise en état) à compter de mai 2023 (date de réévaluation des réserves foncières).

Ainsi, l'autorisation est sollicitée jusqu'au 21 mai 2028, soit une prolongation de 5 ans par rapport à la fin de l'autorisation initiale (21 mai 2023).

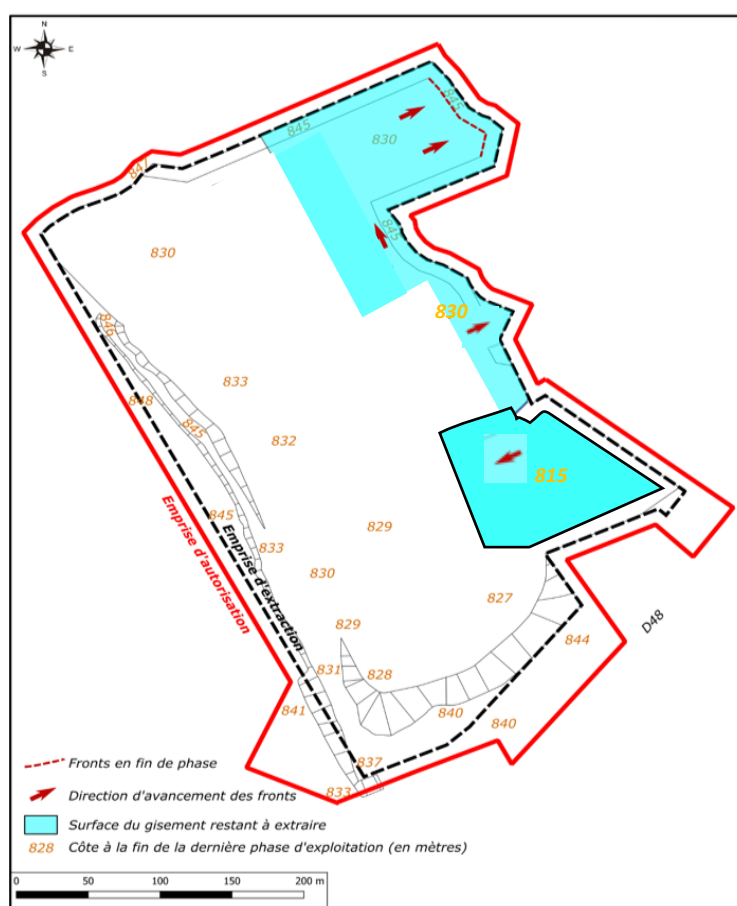


Figure 9 Plan schématique d'extraction correspondant au gisement exploitable restant

5.3 Le nouveau calcul des garanties financières

Ce calcul est réalisé en se référant aux dispositions de l'arrêté du 9 février 2004 modifié.

Les garanties financières sont recalculées pour la phase quinquennale n°4 :

Selon cet arrêté, la formule de mise à jour des garanties financières pour les carrières de roche massive est présentée dans l'annexe 3 de l'arrêté du 9 février 2004 modifié.

La formule d'actualisation est la suivante :

$$C_n = C_r \cdot \left(\frac{Index_n}{Index_R} \right) \times \frac{(1 + TVA_n)}{1 + TVA_R}$$

C_r : le montant de référence des garanties financières.

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$Index_n$: indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières (ici 128 à janvier 2023- base 2006 (dernier indice connu en avril 2023) x coefficient de raccordement de 6,5345, soit 876,50).

$Index_R$: indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral ou indice « TP01 mai 2009 » (« 616,5 ») pour les carrières conservant comme montant de référence le montant forfaitaire calculé en appliquant les dispositions de « l'arrêté du 9 février 2004 ».

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières, (ici 0,200).

TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières. Pour les carrières conservant comme montant de référence le montant forfaitaire calculé en appliquant les dispositions de « l'arrêté du 9 février 2004 », ce taux est de « 0,196 ».

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

La 4^{ème} période d'exploitation de 5 ans correspond quant à elle à la poursuite de l'exploitation de cette carrière, la dernière année étant consacrée à la fin de l'extraction du gisement et à la finalisation du réaménagement du site.

✓ Pour la période d'exploitation mai 2023-mai 2027 : 132 480 € TTC

$$C_n = 132\,480 \times (Index \text{ janvier } 2023 / Index \text{ R}) \times (1 + TVA \text{ juin } 2020) / (1 + 0,196)$$

$$C_n = 132\,480 \times (836,40/616,5) \times (1 + 0,20) / (1 + 0,196)$$

$$C_n = 180\,335,54 \text{ € TTC}$$

Les nouvelles garanties financières s'élèvent donc à :

✓ Pour la période d'exploitation 05/2023 – 05/2028 : 180 335,54 € TTC

6 Présentation des analyses, mesures et contrôles effectués

6.1 Eaux, prélèvements, rejets et stockage de liquides polluants

Aucun prélèvement d'eau n'a été effectué. Le stockage de tous liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols s'effectue sur des bacs de rétention de dimension réglementaire.

A ce jour, aucun accident qui aurait pu être source de pollution des eaux de surface ou souterraine n'est à signaler.

Pour donner suite à l'engagement de l'exploitant de 2022 lors de la visite de l'inspecteur des installations classées, une nouvelle aire étanche de dimension 10mX15m a été mis en place sur le site. Cette aire étanche qui peut recevoir 3 engins est reliée à un séparateur d'hydrocarbures.



6.2 Paysage

Le site de Chapelle d'Huin est ceinturé par des boisements bloquant partiellement le bassin visuel aux limites de la carrière. Cette ceinture boisée restreint également drastiquement la perception visuelle du site au limite de l'excavation. Cette ceinture sera complétée par des merlons périphériques.

6.3 Contrôles sonores

Les présents contrôles des niveaux sonores visent à vérifier la conformité de la carrière avec l'arrêté préfectoral n°2008 2105 02178 du 21 mai 2008 régissant l'exploitation de la carrière (rubrique 2510) et l'utilisation de l'installation de traitement et des locaux associés (rubrique 2515), et la réglementation sur les installations classées en matière d'émissions de bruits et plus particulièrement avec l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures de contrôle du niveau sonore générées par l'activité de la carrière de Chapelle d'Huin de RMG ont été réalisées par l'entreprise Sciences Environnement le 20 avril 2023. Ces mesures ont été relevées en limite Nord du site et également au niveau de la limite de la Zone à Emergence Réglementée la plus proche de la carrière. Elles ont été réalisées pendant que la carrière était en activité et également hors activité.

Les résultats de ces mesures ont montré que le niveau sonore quel que soit le point de mesure respectait les conditions fixées dans l'arrêté préfectoral du 21 mai 2008. Le rapport de ces mesures de bruit est disponible en **Annexe 7**.

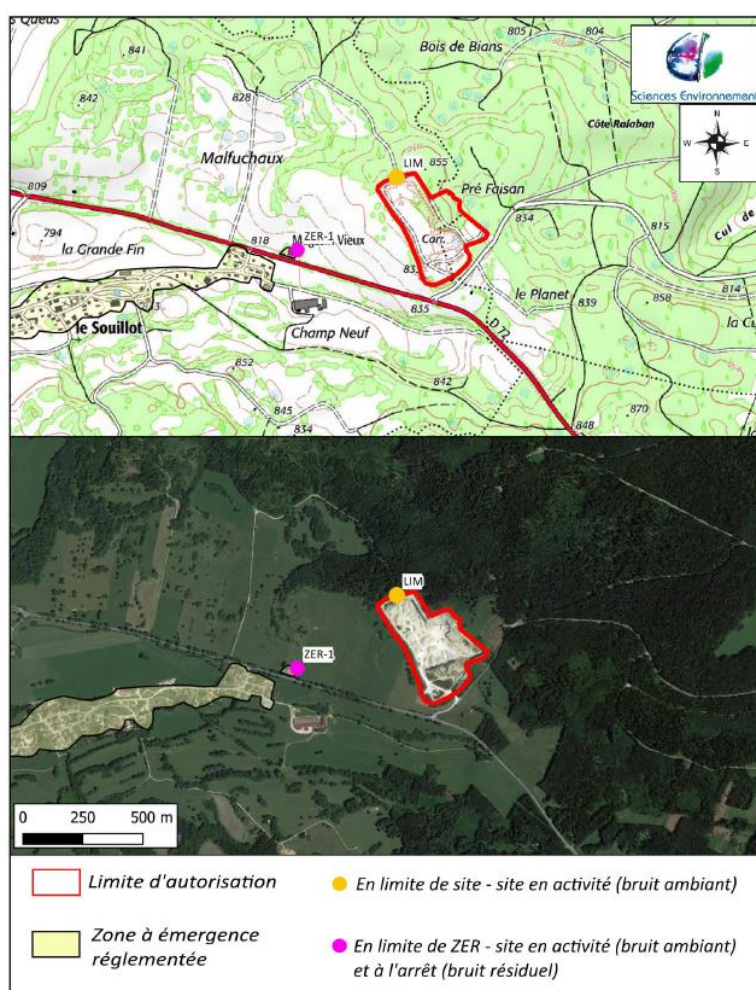


Figure 10 Carte de localisation des points de mesures du niveau sonore réalisés en 2023

6.4 Mesures d'empoussièrement

6.4.1 Rappel : aspect législatif

D'après l'arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, les exploitations de carrières à l'exception de celles exploitées en eau et dont la production est supérieure à 150 000 tonnes par an ont l'obligation de contrôler les retombées de poussières dans l'environnement émises par leur activité. Or depuis son autorisation en 2008, le site de Chapelle d'Huin est autorisé à extraire 120 000 tonnes par an en moyenne et il n'est donc pas soumis à l'obligation de contrôler le niveau d'empoussièrement de son site. Cependant, dans une démarche volontaire et de prévention de ses impacts, la Société RMG a fait réaliser depuis 2019 des mesures trimestrielles de mesures d'empoussièrement. Un plan de surveillance des poussières a ainsi été rédigé et présenté en **Annexe 8** du présent document

Pour rappel : depuis janvier 2017, l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 2014 donne un objectif à atteindre de 500 mg/m²/j en moyenne annuelle glissante, au niveau des points de mesure situés au droit des habitations les plus proches (<1 500 m) situées sous les vents dominants ou des établissements accueillant des personnes sensibles.

6.4.2 Résultats

La première campagne de mesures de contrôle du niveau d'empoussièrement généré par l'activité de la carrière de Chapelle d'Huin de la société RMG a été réalisée par la société SGS durant la période du 18 septembre au 18 octobre 2019 puis il y a eu des campagnes tous les trimestres jusqu'à la 6^{ème} campagne qui a eu lieu du 09 octobre au 07 novembre 2020. La localisation des points de mesure par jauge est spécifiée sur la Figure 9. A noter un changement d'emplacement de la jauge 3 à partir de la 5^{ème} campagne sur recommandation de l'administration.

Les résultats sont synthétisés dans le Tableau 5 et le rapport complet est disponible en **Annexe 8**.

Empoussièrement brut					
(mg/m ² /jour)	Jauge 1	Jauge 2	Jauge 3	Jauge 4	Moyenne
Campagne 1	82	39	56	68	61
Campagne 2	112	40	86	53	73
Campagne 3	162	299	121		194
Campagne 4	293	269	333	175	268
Campagne 5	114	85	53	117	92
Campagne 6	195	56	51	131	108
Campagne 7	113	127	22	77	85
Campagne 8	187	269	104	108	167
MAX	293	299	333	175	268
MIN	82	39	22	53	61
Moyenne annuelle	157	148	103	104	131
Moy. Glissante sur Campagne 1-4	✓ 162	✓ 162	✓ 149	✓ 99	Valeur seuil en mg/m ² /jr 500
Moy. Glissante sur Campagne 2-5	✓ 170	✓ 173	✓ 148	✓ 115	
Moy. Glissante sur Campagne 3-6	✓ 191	✓ 177	✓ 140	✓ 141	
Moy. Glissante sur Campagne 4-7	✓ 179	✓ 134	✓ 115	✓ 125	Tolérance 10%
Moy. Glissante sur Campagne 5-8	✓ 152	✓ 134	✓ 58	✓ 108	

Tableau 5 : Synthèse des résultats de mesures d'empoussièrement par jauges

Concernant les huit campagnes de mesure 2019-2021, les résultats sont largement inférieurs au seuil de 500 mg/m²/jour fixé par l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 2014 au niveau de la jauge n°4 située à proximité des habitations du lieu-dit « Le Souillot ».

En continuité, voici les résultats sur l'année 2022, avec passage des mesures en semestrielles.

Empoussièrement brut					
(mg/m²/jour)	Jauge 1	Jauge 2	Jauge 3	Jauge 4	Moyenne
Campagne 1	159	312	173	110	189
Campagne 2	263	576	245	-	361
MAX	263	576	245	110	361
MIN	159	312	173	110	189
Moyenne annuelle	211	444	209	110	275
Moy. Glissante sur Campagne 1-4	✓ 211	✓ 444	✓ 209	✓ 110	seuil en mg/m²/jr

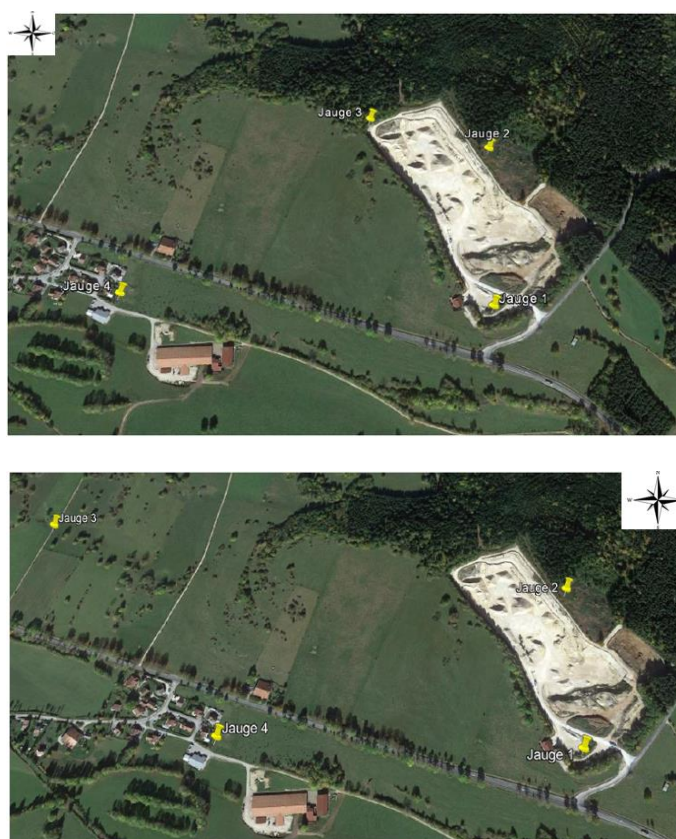


Figure 11 Cartes de localisation des points de mesures des retombées de poussières par jauges réalisées entre 2019 et 2022

6.5 Mesures vibrations

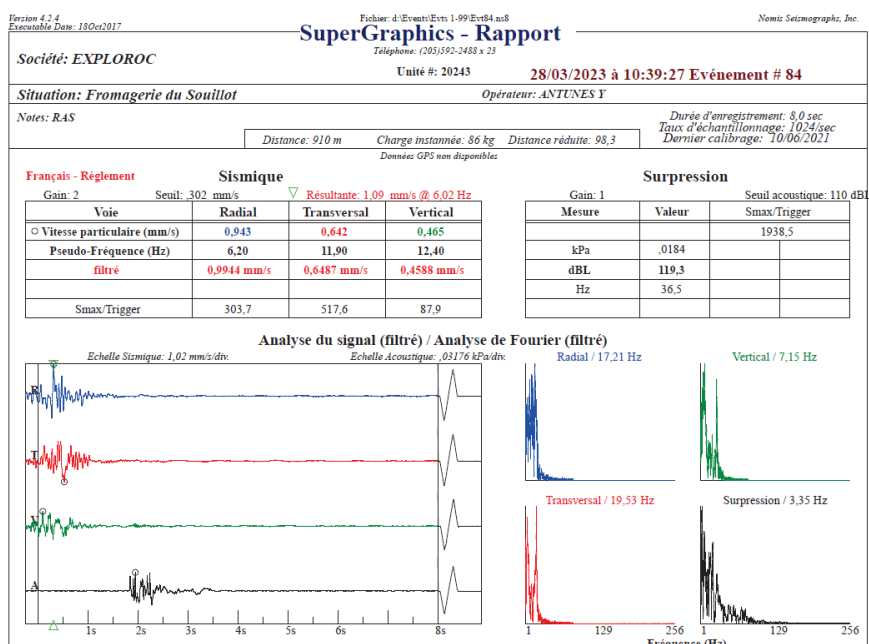


Figure 12 Mesures de vibrations des tirs de mines de la carrière 2023

Les présents contrôles des niveaux de vibrations visent à vérifier la conformité de la carrière avec l'arrêté préfectoral du 21 mai 2008 régissant l'exploitation de la carrière et l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Ces mesures de contrôle du niveau de vibrations générés par l'activité de la carrière de Chapelle d'Huin de RMG à chaque tir de mine. Ces mesures ont été relevées par la pose d'un sismographe sous le bâtiment à l'intérieur de la carrière lors de tirs de mines.

Depuis 2023 une mesure complémentaire est réalisée sur une maison proche de la carrière.

Les résultats de ces mesures ont montré que le niveau des vibrations respectait les conditions fixées dans l'arrêté préfectoral n°2008 2105 02178 du 21 mai 2008.

7 Bilan des impacts potentiels, mesures et contrôles

7.1 Synthèse des impacts potentiels de la demande

Le **Tableau 6** présente une synthèse des caractéristiques du projet pouvant être modifiée par la demande. Il y a la durée de l'autorisation et la position de la partie en sur profondeur qui sont modifiées et qui font justement l'objet de cette demande.

Sujet	Prévu par l'arrêté du 21 Mai 2008	Modification liée à L'arrêté de mars 2022	Modification liée à cette demande
Nature de l'autorisation	Exploitation d'une carrière à ciel ouvert	Exploitation d'une carrière à ciel ouvert	Exploitation d'une carrière à ciel ouvert
Rubrique de la nomenclature ICPE	2510-1 : exploitation de carrière - Autorisation 2515 : broyage, concassage, criblage de pierres et cailloux, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW (environ 300 kW) - Autorisation	2510-1 : exploitation de carrière - Autorisation 2515 : broyage, concassage, criblage de pierres et cailloux, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW (environ 300 kW) - Autorisation	2510-1 : exploitation de carrière - Autorisation 2515 : broyage, concassage, criblage de pierres et cailloux, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW (environ 300 kW) – Autorisation
Date d'autorisation	21 Mai 2008	21 Mai 2008	21 Mai 2008
Durée	15 ans	17,5 ans	20 ans
Date de fin d'autorisation	21 Mai 2023	21 Décembre 2025	21 mai 2028
Localisation du site	Lieux-dits « Les Malfuchaux », « Pré Faisan » et « Au Planet »	Lieux-dits « Les Malfuchaux », « Pré Faisan » et « Au Planet »	Lieux-dits « Les Malfuchaux », « Pré Faisan » et « Au Planet »
Type de matériaux	Roche massive	Roche massive	Roche massive
Superficie	13 ha 68 a 99 ca	13 ha 68 a 99 ca	13 ha 68 a 99 ca
Tonnage commercialisable	1 800 000 tonnes	1 800 000 tonnes	1 800 000 tonnes
Côte finale du carreau	830 m NGF et 815 m NGF pour une petite partie située au Nord-Ouest	830 m NGF et 815 m NGF pour une petite partie située au Nord-Ouest	830 m NGF et 815 m NGF pour une petite partie située à l'est
Production annuelle de granulats	120 000 t/an en moyenne avec un maximum à 150 000 t/an	120 000 t/an en moyenne avec un maximum à 150 000 t/an	120 000 t/an en moyenne avec un maximum à 150 000 t/an
Horaires de travail	7h00 à 12h00 et 13h30-17h00 du lundi au vendredi Il n'y a pas d'activité les samedis, dimanches et jours fériés	7h00 à 12h00 et 13h30-17h00 du lundi au vendredi Il n'y a pas d'activité les samedis, dimanches et jours fériés	7h00 à 12h00 et 13h30-17h00 du lundi au vendredi Il n'y a pas d'activité les samedis, dimanches et jours fériés

Sujet	Prévu par l'arrêté du 21 Mai 2008		Modification liée à L'arrêté de mars 2022		Modification liée à cette demande	
Remise en état	Principalement en la mise en sécurité du site et de son intégration paysagère		Principalement en la mise en sécurité du site et de son intégration paysagère		Principalement en la mise en sécurité du site et de son intégration paysagère	
Garanties financières de la dernière phase d'exploitation	Type	Surface	Type	Surface	Type	Surface
	S1 : installations, pistes, stocks	4,21 ha	S1 : installations, pistes, stocks	4,21 ha	S1 : installations, pistes, stocks	4,21 ha
	S2 : surface en chantier	1,39 ha	S2 : surface en chantier	1,39 ha	S2 : surface en chantier	1,39 ha
	S3 : linéaire de front de taille	1,21 ha	S3 : linéaire de front de taille	1,21 ha	S3 : linéaire de front de taille	1,21 ha
			Mise à jour des garanties		Mise à jour des garanties	

Tableau 6 : Synthèse des modifications des caractéristiques du projet

7.2 Incidences sur l'environnement

Le tableau 7 présente les différentes thématiques environnementales pouvant être impactées par le déplacement géographique de la zone de creusement et les mesures proposées pour réduire ces impacts s'il y a lieu.

Sujet	Effets supplémentaires liés à la demande	Mesures suite à la demande	Compléments
Découverte et matériaux superficiels	Aucun effet	Aucune mesure n'est nécessaire	-
Trafic	Prolongation de durée d'exploitation	Aucune mesure n'est nécessaire	Chapitre 7.2.1
Remise en état	Décalage temporaire et géographique	Aucune mesure n'est nécessaire	Chapitre 7.2.2
Eaux	Aucun effet	Aucune mesure n'est nécessaire	-
Paysage	Aucun effet	Aucune mesure n'est nécessaire	-
Environnement et milieu naturel	Aucun effet	Aucune mesure n'est nécessaire	-
Bruit	Prolongation de durée d'exploitation	Aucune mesure n'est nécessaire	Chapitre 7.2.3
Poussières	Aucun effet	Aucune mesure n'est nécessaire	-
Milieu humain	Aucun effet	Aucune mesure n'est nécessaire	-

Tableau 7 : Synthèse des différentes thématiques environnementales pouvant être impactées, par la mise à jour du plan d'exploitation et la prolongation d'activité, ainsi que les mesures proposées.

7.2.1 Impact sur le trafic

L'activité durera 5 années supplémentaires mais sera la même qu'aujourd'hui. Ainsi les impacts seront identiques (même engins, même méthode d'extraction, même trajet d'évacuation des matériaux, même distance par rapport aux habitations, même nombre de camions, ...) et aucune mesure supplémentaire n'est à prévoir.

7.2.2 Impact sur la remise en état

La prolongation d'activité pour une durée de 5 années supplémentaires n'a aucune conséquence sur la remise en état finale de la carrière. Les modalités de remise en état décrites dans l'arrêté préfectoral du 21 mai 2008 seront appliquées mais avec un décalage dans le temps.

Le déplacement de la zone creusée autorisée dans l'AP de 2008 n'entraîne aucune conséquence sur la remise en état finale de la carrière. Les modalités de remise en état décrites

dans l'arrêté préfectoral du 21 mai 2008 seront appliquées. En effet la zone devant initialement être approfondie, et la zone finalement creusée devaient toutes deux être remblayées par des stériles et des matériaux inertes.

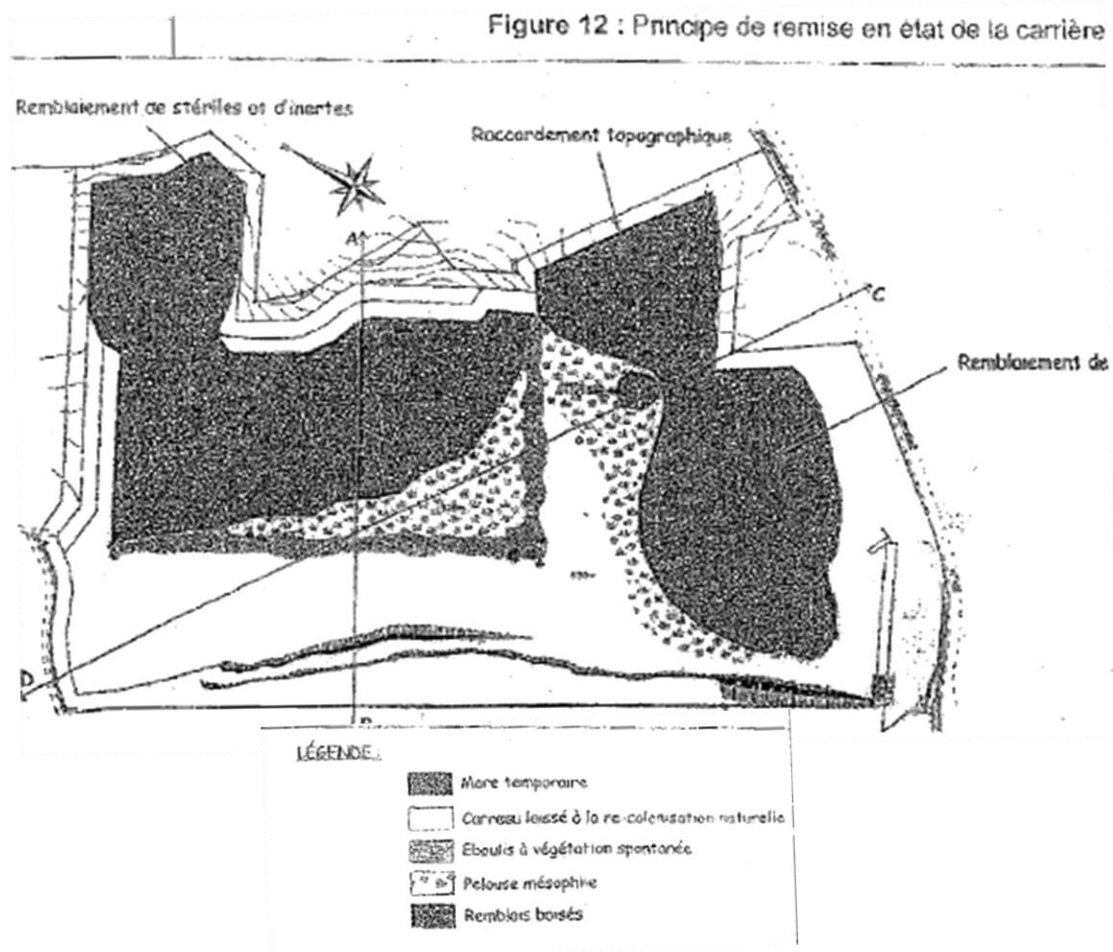


Figure 13 : Plan de réaménagement prévu à l'AP de 2008

7.2.3 Impact sur le niveau sonore

L'exploitation d'une carrière génère du bruit lié à l'activité des engins de chantier et au fonctionnement de l'installation de traitement. Ce niveau sonore doit être contrôlé en limite de site et au niveau des zones à émergence réglementée les plus proches (ZER).

Le contrôle des niveaux sonores réalisé en 2013 a vérifié la conformité de la carrière avec l'arrêté préfectoral n°20082105-02178 du 21 mai 2008 régissant l'exploitation de la carrière (rubrique 2510), l'utilisation de l'installation de traitement et des locaux associés (rubrique 2515), la réglementation sur les installations classées en matière d'émissions de bruits et plus particulièrement avec l'arrêté du 23 janvier 1997.

L'installation de traitement restera inchangée par rapport à l'AP du 21 Mai 2008 et sa puissance restera d'environ 300 kW.

En conformité avec l'article 52 de l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., la S.A.S Roger Martin

Granulats (RMG) poursuivra la surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par les normes réglementaires en vigueur et dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

La localisation des points de mesures sera, comme pour les précédentes campagnes de mesure :

- En limite de site,
- En limite de la Zone à Emergence Réglementée (ZER) la plus proche.

8 Compatibilité avec les plans, programmes et périmètres de protection

8.1 Risques naturels et technologiques

D'après la base de données Géorisques, les communes de Chapelle d'Huin et de Sombacour ne sont pas soumises aux Plans de Prévention des Risques d'Inondation, ni Mouvements de terrain, ni Cavités souterraines, ni Sismiques, ni Retrait-Gonflement des sols argileux.

Les communes de Chapelle d'Huin et de Sombacour ne sont concernés par aucun Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

8.2 Occupation du Sol

Sur la commune de Chapelle d'Huin, il n'y a pas de POS (Plan d'Occupation du Sol) ni de PLU (Plan Local d'Urbanisme) mais présence d'une carte communale.

Sur la commune de Sombacour, présence d'une carte communale.

8.3 Milieu Naturel

La carrière de Chapelle d'Huin n'est intégrée dans aucun périmètre d'inventaire ou de protection.

8.4 SDC

Le département du Doubs est pourvu d'un Schéma Départemental des Carrières (SDC), approuvé le 16 juin 1998, actualisé et approuvé en date du 11 mars 2005. C'est un outil de développement durable qui vise à définir les conditions d'implantation des carrières et constitue un guide de référence.

La carrière de Chapelle d'Huin répond aux objectifs du SDC :

- Poursuivre la démarche de substitution de l'utilisation des granulats alluvionnaires au profit des granulats de roches massives. Autant que possible, les secteurs de la roche massive feront l'objet de mesures favorisant l'accès au gisement. Le présent projet s'inscrit dans cette perspective.
- La carrière s'inscrit dans un secteur libre de toutes contraintes géographiques, c'est-à-dire en dehors de périmètres de protection des captages, des réserves naturelles, des arrêtés de biotopes, des sites classés, des forêts de protection, des zones identifiées par le SDAGE, ZPS, ZICO, parc naturel, de paysage doté d'une directive paysagère, ...

Les principales caractéristiques du projet répondent avec satisfaction aux orientations recherchées tant du point de vue paysager, environnemental que des conditions d'évacuation des marchandises (accès rapide à la route nationale sans traverser de villages) et la prise en compte des sensibilités identifiées par le schéma départemental des carrières du Doubs.

8.5 SDAGE

La modification du phasage d'exploitation de la carrière de Chapelle d'Huin est compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée. Les objectifs du SDAGE sont de préserver les eaux souterraines, superficielles ainsi que les milieux aquatiques associés, mais aussi de restaurer et mettre en valeur le patrimoine « eaux ». Aucune zone humide, ni cours d'eau ne concernés sur le périmètre autorisé. La carrière se situe en dehors de périmètres de protection des captages d'eau potable du secteur.

9 Conformité du dossier au Code de l'Environnement

Le contenu du dossier est défini par les articles R. 181-13 à 15 du Code de l'Environnement.

Art. R. 181-13	Présence dans le dossier
1° Lorsque le pétitionnaire est une personne physique, ses nom, prénoms, date de naissance et adresse et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, son numéro de SIRET, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande	Se référer au § 2 du dossier.
2° La mention du lieu où le projet doit être réalisé ainsi qu'un plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000, ou, à défaut au 1/50 000, indiquant son emplacement	Se référer à l'Annexe 2 du dossier.
3° Un document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit	Se référer à l'Annexe 3 du dossier.

4° Une description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés mis en œuvre, ainsi que l'indication de la ou des rubriques des nomenclatures dont le projet relève. Elle inclut les moyens de suivi et de surveillance, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées	<p>Se référer au § 4 du dossier.</p> <p>Pour rappel, ce site est déjà autorisé (arrêté préfectoral d'autorisation fourni en Annexe 4 du dossier). Aucune modification n'est demandée au niveau des rubriques ICPE déjà autorisées. Le mode d'exploitation de cette carrière sera inchangé, tout comme les paramètres techniques (tonnage, circulation, ...). De ce fait, les moyens de suivi et de surveillance, les moyens d'intervention et l'utilisation des eaux sur ce site seront inchangés. Les données du dossier de demande d'autorisation initial restent valables et ne sont pas traités ici (pas de modification en termes de suivi, de moyens mis en œuvre, etc.).</p>
5° Soit, lorsque la demande se rapporte à un projet soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3, s'il y a lieu actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, soit, dans les autres cas, l'étude d'incidence environnementale prévue par l'article R. 181-14	Non concerné.
6° Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R. 122-3, la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision	Non concerné.
7° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles prévues par les 4° et 5°	Dernier plan de situation de la carrière fourni en Figure 5.
8° Une note de présentation non technique	Se référer aux § 4 et 5 du dossier. Les modifications apportées étant peu importantes, les § du dossier sont suffisamment synthétiques pour ne pas nécessiter une présentation non technique (seules modifications : déplacement d'une zone d'extraction dans le périmètre autorisé, et adaptation de la durée de l'autorisation).

Art. R. 181-14	Présence dans le dossier
1° Décrit l'état actuel du site sur lequel le projet doit être réalisé et de son environnement	L'état actuel du site correspond à celui décrit dans le dossier de demande d'autorisation. L'emprise de la carrière n'est pas augmentée et l'exploitation portera sur les mêmes terrains.
2° Détermine les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet sur les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 eu égard à ses caractéristiques et à la sensibilité de son environnement	Seules les thématiques pouvant être impactées sont à traiter. Ici, pour rappel, la modification est mineure et consiste uniquement à adapter le plan de phasage, la position de la zone d'approfondissement et la durée d'autorisation (sans modification d'un seul paramètre technique). La justification des thèmes retenus est fournie en introduction du § 7 du dossier.
3° Présente les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé, les compenser s'ils ne peuvent être évités ni réduits et, s'il n'est pas possible de les compenser, la justification de cette impossibilité	Au vu de l'analyse réalisée au § 7, il en ressort que les modifications apportées à cette exploitation de carrière n'auront aucune incidence particulière et notable sur l'environnement. Toutes les mesures en place seront maintenues et les suivis déjà réalisés permettront de surveiller l'absence d'augmentation des impacts (Cf. § 6). Les mesures sont celles décrites dans le dossier de demande d'autorisation initial et déjà mises en place depuis l'ouverture de ce site.
4° Propose des mesures de suivi	
5° Indique les conditions de remise en état du site après exploitation	Aucune modification n'est apportée à la remise en état final du site. Les éléments du dossier de demande d'autorisation initial restent valables.
6° Comporte un résumé non technique	Les modifications apportées étant peu importantes, les § du dossier sont suffisamment synthétiques pour ne pas nécessiter un résumé non technique (seule modification : changement de la position de la zone d'approfondissement et prolongation de la durée d'exploitation).

<p>Lorsque le projet est susceptible d'affecter des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, l'étude d'incidence environnementale porte sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques. Elle précise les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives au regard de ces enjeux. Elle justifie, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionné à l'article L. 566-7 et de sa contribution à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10</p>	<p>Non concerné. L'adaptation de la zone d'approfondissement et de la durée d'exploitation n'aura aucune incidence.</p>
<p>Lorsque le projet est susceptible d'affecter un ou des sites Natura 2000, l'étude d'incidence environnementale comporte l'évaluation au regard des objectifs de conservation de ces sites dont le contenu est défini à l'article R. 414-23</p>	<p>Le site n'est pas dans l'emprise d'une zone Natura 2000.</p>
Art. R. 181-15 (D. 181-15-2)	Présence dans le dossier
<p>1° Lorsque le pétitionnaire requiert l'institution de servitudes d'utilité publique prévues à l'article L. 515-8 pour une installation classée à implanter sur un site nouveau, le périmètre de ces servitudes et les règles souhaités</p>	<p>Non concerné</p>
<p>2° Les procédés de fabrication que le pétitionnaire mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation</p>	<p>La position de la zone de creusement prévue à l'AP initial est modifiée.</p> <p>La durée d'autorisation est quant à elle adaptée aux réserves restant à exploiter.</p> <p>Aucune modification sur le plan technique (modalités d'extraction, techniques de remise en état, ...) n'est envisagée. Les données du dossier de demande d'autorisation initial restent valides.</p>

3° Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 181-27 dont le pétitionnaire dispose, ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'autorisation, les modalités prévues pour les établir. Dans ce dernier cas, l'exploitant adresse au préfet les éléments justifiant la constitution effective des capacités techniques et financières au plus tard à la mise en service de l'installation	Non concerné (pas de changement d'exploitant, les données présentées dans le dossier de demande d'autorisation restent valides).
4° Pour les installations destinées au traitement des déchets, l'origine géographique prévue des déchets ainsi que la manière dont le projet est compatible avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541- 11-1, L. 541-13 du code de l'environnement et L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales	Non concerné
5° Pour les installations relevant des articles L. 229-5 et L. 229-6, une description : Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du dioxyde de carbone ; Des différentes sources d'émissions de dioxyde de carbone de l'installation ; Des mesures prises pour quantifier les émissions à travers un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement prévu à l'article 14 de la directive 2003/87/ CE du 13 octobre 2003 modifiée. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant sans avoir à modifier son autorisation ; Un résumé non technique des informations mentionnées aux a à c.	Non concerné.
6° Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14 et si le projet relève des catégories mentionnées à l'article L. 516-1, l'état de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18	Non concerné.
7° Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V, les compléments prévus à l'article R. 515-59	Non concerné.

8° Pour les installations mentionnées à l'article R. 516-1 ou à l'article R. 515-101, les modalités des garanties financières exigées à l'article L. 516-1, notamment leur nature, leur montant et les délais de leur constitution	Se référer au § 4.7, § 5.3 et à l'Annexe 6 du dossier.
9° Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants. Une échelle réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration	Le dernier plan de situation de la carrière est fourni en Annexe 5. Le plan d'extraction modifiée du dossier de demande d'autorisation initial est disponible au § 5.1 figures 7.
10° L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181- 25 et définie au III du présent article	Les modifications apportées à travers ce dossier sont sans impact sur l'étude de dangers initiale (pas de nouvelle source de dangers, pas de modification des hypothèses prises dans l'étude initiale, ...).
11° Pour les installations à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ; ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire	Non concerné, site déjà autorisé et remise en état non modifiée par rapport au dossier de demande d'autorisation initiale
12° Pour les installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent : a) Un document établissant que le projet est conforme aux documents d'urbanisme ; b) La délibération favorable prévue à l'article L. 515- 47, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou une commune a arrêté un projet de plan local d'urbanisme avant la date de dépôt de la demande d'autorisation environnementale et que les installations projetées ne respectent pas la distance d'éloignement mentionnée à l'article L. 515-44 vis-à-vis des zones destinées à l'habitation définies dans le projet de plan local d'urbanisme ;	Non concerné

<p>c) lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du Code du Patrimoine :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une notice de présentation des travaux envisagés indiquant les matériaux utilisés et les modes d'exécution des travaux ; • le plan de situation du projet, mentionné à l'article R. 181-13, précise le périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques ; • un plan de masse faisant apparaître les constructions, les clôtures et les éléments paysagers existants et projetés ; • deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et le paysage lointain ; • des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques. 	
<p>13° Dans les cas mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-9, la délibération ou l'acte formalisant la procédure d'évolution du plan local d'urbanisme, du document en tenant lieu ou de la carte communale</p>	<p>Non concerné.</p>
<p>14° Pour les carrières et les installations de stockage de déchets non inertes résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales, la demande d'autorisation comprend le plan de gestion des déchets d'extraction</p>	<p>Les modifications apportées à travers ce dossier ne sont pas de nature à modifier le type de déchets produits par l'activité d'exploitation (matériaux de découverte), leur volume ou leurs modalités de stockage et de réutilisation (dans le cadre de la remise en état final du site).</p>

10 Conclusion

Roger Martin Granulats (RMG) demande à modifier le plan d'exploitation de la carrière de Chapelle d'Huin dans le département du Doubs. Nous souhaitons déplacer vers l'est une zone de creusement du carreau initialement prévu au nord-ouest dans l'arrêté préfectoral du 21 mai 2008.

Cette adaptation des zones d'extractions s'inscrit dans une logique de technique d'exploitation de place de stockage, d'amélioration de la sécurité des flux de circulation et de facilitation du réaménagement écologique du site, comme présenté au paragraphe 5.1 du document.

Cette demande est justifiée car le bilan des volumes exploités dans la zone creusée à l'est sera identique aux objectifs autorisés par l'arrêté préfectoral du 21 mai 2008 dans la zone définie au nord-ouest.

Roger Martin Granulats souhaite aussi prolonger la durée d'exploitation de la carrière pour une durée de 5 ans afin de consommer le gisement déjà autorisé par l'arrêté préfectoral du 21 mai 2008. Cette prolongation d'exploitation s'inscrit dans une nouvelle dynamique de la carrière, comme présenté au paragraphe 5.2 du document.

Un projet de demande d'approfondissement de la carrière sur le même périmètre est engagé pour poursuivre l'exploitation du site. L'objet de ce porter à connaissance est aussi d'assurer une continuité économique et administrative à l'entreprise dans le cas où la période d'étude d'impact et d'instruction du dossier de renouvellement dépasserait la date de fin d'extraction qui est fixé au 21 novembre 2024 dans l'APC de 2022.

Cette demande est justifiée car le bilan des volumes exploités n'a pas atteint les objectifs autorisés par l'autorisation préfectorale du 21 mai 2008 en raison d'une exploitation ponctuelle, fonction des besoins des chantiers de terrassement, réseaux ou voiries à proximité de la carrière. Depuis 2014, la Société RMG assure désormais des débouchés continus aux matériaux produits par la carrière de Chapelle d'Huin.

Ainsi, avec la réserve de gisement présente et autorisée dans l'emprise, nous sollicitons une prolongation de la durée de l'exploitation de la carrière et la création d'une 4^{ème} phase quinquennale jusqu'à mai 2028.

Les modifications demandées n'engendreront :

- pas de modification du régime administratif d'autorisation de l'établissement, rubrique 2510 et 2515 ;
- pas de modification des conditions ni de la surface d'exploitation ;
- pas de modification du tonnage annuel, ni du volume total autorisé ;
- aucun impact négatif supplémentaire sur l'environnement ;
- aucun danger supplémentaire pour l'environnement ;
- pas de modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement.

Les modifications souhaitées n'entraînent pas de dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du Code de l'Environnement.

Comme il est démontré dans ce porter à connaissance, la modification du plan d'extraction et la prolongation de la durée d'autorisation de l'arrêté préfectoral de 2008, n'a aucun effet :

- Sur les différentes thématiques environnementales pouvant être impactées.
- Sur les conditions d'exploitations de la carrière (volume, surface, etc...).
- Sur les conditions de remise en état du site.